



Consolidations, interrogations

JEAN-LUC RACINE

Directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud-École des hautes études en sciences sociales (CEIAS-EHESS), chercheur senior Asia Centre

Un regard cursif porté, à la fin de l'année 2015, sur trois grands acteurs asiatiques – Chine, Japon, Inde – met en lumière avec netteté le binôme consolidations-interrogations. Mais les autres pays étudiés dans ce volume n'échappent pas non plus à cette dualité, le panorama général de l'économie asiatique qui clôt cet annuaire confirmant lui aussi que le poids toujours plus lourd des PNB d'Asie n'empêche pas de formuler d'importantes questions sur l'inévitable remise en cause des modèles de croissance jusque-là observés.

En Chine, comme le montre Jean-Pierre Cabestan (p. 15), le président Xi Jinping a, plus encore qu'auparavant, affermi son pouvoir au fil des mois, intensifiant en parallèle une politique anticorruption concernant entre autres les plus hauts cadres de l'armée et des services de sécurité, et poursuivant la politique de répression visant des dissidents ou des esprits libres dans les médias, les universités, les milieux artistiques. Mais le ralentissement de l'économie suscite bien des questions, car celui-ci n'est pas simplement le fruit d'une politique de transition délibérée mise en place après des décennies de croissance très soutenue. L'éclatement de la bulle boursière, à Shanghai en particulier, a fortement affecté les petits investisseurs de la classe moyenne. Pour autant, l'activisme diplomatique de Pékin confirme une volonté de jouer sur tous les fronts : la Chine soutient la politique russe au Moyen-Orient ; Xi s'est rendu aux États-Unis et au Royaume-Uni ; le pays fait preuve de fermeté en mer de Chine du Sud tout en cherchant à calmer le jeu avec le Japon ; et, surtout, Pékin relance le très ambitieux projet des routes de la soie continentales et maritimes, que viendra épauler la nouvelle Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, lancée en 2015 avec cinquante-sept pays membres, dont les principaux États européens. Reste à savoir à quel rythme sera mis en place ce gigantesque projet...

Au Japon, la réélection anticipée du Premier ministre Shinzo Abe, en décembre 2014, a conforté l'hégémonie du Parti libéral-démocrate, et permis au chef du gouvernement d'engager la réforme de la doctrine militaire du pays pour redéfinir et accroître le rôle des forces d'autodéfense inscrit dans la Constitution après la défaite de 1945. Toutefois, Jean-Yves Colin, Arnaud Grivaud et Xavier Mellet (p. 49) soulignent que l'opinion

publique et une part des parlementaires renâclent devant cette volonté de mettre en œuvre un engagement militaire international plus actif, la critique du pouvoir se nourrissant par ailleurs de l'enlisement économique qui témoigne de l'essoufflement des Abenomics supposées relancer la croissance, en l'attente de la « troisième flèche » censée conduire d'importantes réformes structurelles (en ce qui concerne le marché du travail, la gouvernance des entreprises, l'agriculture et la demande énergétique, entre autres). Après la prééminence donnée en 2015 aux questions de défense, les défis socio-économiques pourraient redevenir les priorités du gouvernement nippon en 2016.

En Inde, le Premier ministre Narendra Modi, fort d'une majorité absolue à la Chambre du Peuple (Chambre basse), inédite pour le Bharatiya Janata Party (BJP), imprime sa marque sur tous les plans et affirme la centralité de son pouvoir. Mais, faute de majorité au Conseil des États (Chambre haute), il peine à faire adopter des lois emblématiques (achats fonciers, TVA). Surtout, les dérives clivantes que connaissent certaines organisations nationalistes hindoues et les revers électoraux essuyés par le BJP, en février dans la capitale New Delhi et en novembre dans l'État du Bihar (près de 100 millions d'habitants), obscurcissent l'horizon du parti au pouvoir. Isabelle Saint-Mézard (p. 33) souligne de quelle manière l'idéologie du Premier ministre irrigue d'une façon nouvelle son active politique diplomatique, jouant de la carte du bouddhisme comme de celle du yoga pour rappeler au monde les apports de l'Inde à la civilisation. Alors que les controverses se multiplient dans le pays à propos du climat d'intolérance qui s'y développe et dont les minorités font les frais, une partie du monde des affaires et des agences de notation mettent d'ailleurs en avant le risque pris en termes d'image, tandis que la croissance revient et devrait dépasser celle de la Chine en 2016, voire dès 2015.

En Asie du Sud-Est, le jeu des acteurs, nombreux, est évidemment plus complexe, le parcours de chacun des États étant spécifique. La Thaïlande, gouvernée par un nouveau régime militaire, semble s'enfoncer dans une crise politique et économique. En Birmanie, la victoire électorale historique de Aung Sang Suu Kyi aux élections législatives pourrait inciter les généraux à composer – mais jusqu'où ? À Singapour, la disparition de l'ancien dirigeant Lee Kwan Yew n'a en rien affecté l'hégémonie du People's Action Party, qui a été reconduit au pouvoir à une très large majorité en 2015. Le Vietnam attend le XII^e Congrès du Parti communiste pour trancher, en janvier 2016, entre ceux qui regardent vers Pékin et ceux qui se tournent vers Washington... Brossant un tableau nuancé de ces évolutions diverses, Éric Frécon (p. 67) met aussi en lumière un enjeu de longue portée, à travers l'étude privilégiée de l'Indonésie et des Philippines : un dynamisme nouveau des territoires riverains du Pacifique (îles indonésiennes de l'Est et Philippines), alors que l'Australie, ancrée dans le Pacifique, investit à l'Ouest. Ce double mouvement de fond, au-delà des péripéties propres

à chaque État, témoigne d'une nouvelle dynamique, ou d'une manière de rééquilibrage, qui pourrait donner du poids au concept géopolitique d'indo-Pacifique, faisant ainsi écho aux avancées chinoises dans l'océan Indien et aux ambitions indiennes dans le Pacifique.

Quant à la Malaisie, elle illustre comment la permanence au pouvoir du Front national (Barisan Nasional), reconduit en 2013, témoigne moins d'une consolidation que d'un relatif effritement. Si le parti a gagné en sièges, la coalition qu'il pilote se fragilise, et le Premier ministre Najib Razak met tout en œuvre pour disqualifier Anwar Ibrahim, leader de l'Alliance du peuple (Pakatan Rakyat), vainqueur en voix sinon en sièges. Najib cherche aussi à renforcer son pouvoir en jugulant une active société civile «réveillée» en 2003, après les vingt-deux ans du «règne» de l'ancien Premier ministre Mohamad Mahathir. Nathalie Fau (p. 87) dépeint un régime qui cherche à verrouiller le pays et qui cultive un communautarisme dirigé contre les minorités non malaises, en dépit d'une rhétorique officielle prônant «l'unité dans la diversité». Les clivages qu'illustrent de grandes manifestations, la dénonciation des excès du régime, l'existence de mouvements extrémistes malais ou islamistes ainsi que les affaires de corruption affaiblissent au total l'image du pays, alors que celui-ci cherche à mener une politique étrangère ambitieuse, dont la «pierre angulaire» traditionnelle a toujours été l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). C'est à la Malaisie qu'il revient, en 2015, de faire aboutir le projet de communauté économique de l'Asean, alors même que le pays s'est rallié au Partenariat Trans-Pacifique promu par les États-Unis. *In fine*, tant sur le plan géopolitique que sur le plan économique, Najib cherche un équilibre entre Pékin et Washington, mais doit aussi faire face à la crise du politique qu'il a contribué à aiguïser.

L'évolution du Népal illustre les difficultés liées aux processus de consolidation politique engagés depuis 2008. Le pays, confronté à la difficile mise en place de la démocratie parlementaire en 1990, en proie à une active guérilla maoïste de 1996 à 2006, a eu le plus grand mal, après la chute de la monarchie, en 2008, à rédiger une Constitution digne d'une «république démocratique, fédérale et laïque». Une première Assemblée constituante échoue dans cette tâche en 2012, et sans doute sont-ce les séismes tragiques de 2015 qui, sous la pression de la population, ont incité la seconde Assemblée constituante à doter enfin le pays d'une nouvelle Constitution, promulguée en septembre 2015. Hélas, la consolidation nationale n'est qu'apparente, car le découpage proposé en États fédéraux se heurte à l'opposition des Madhesi, les habitants du piémont himalayen du Terai, qu'a soutenue, sitôt la Constitution connue, un blocus indien non officiel mais terriblement perturbant pour un pays enclavé, qui réalise les deux tiers de son commerce avec l'Inde et importe par son biais les indispensables produits pétroliers. Sont en jeu, en fait, comme le soulignent Tristan Bruslé et Blandine Ripert (p. 105), l'étroite imbrication territoriale

des différents groupes ethniques et la quête d'une distribution plus équitable du pouvoir. Un pouvoir fragile, comme l'a montré la très difficile gestion des effets des deux séismes d'avril et de mai 2015, qui ont affecté près d'un Népalais sur six et fait plus de 9 000 morts.

Ouvert par un premier chapitre sur la Chine, cet annuaire y revient en son dernier chapitre, mais sous un autre angle, essentiellement économique. C'est une Chine « aux commandes du cycle économique mondial » que dépeint avec précision Frédéric Burguière (p. 123). Le pays occupe d'évidence cette place quand il devient, en 2015, la première puissance économique mondiale en parité de pouvoir d'achat. Il détient ce rang, en négatif, quand les conséquences du ralentissement chinois se font et se feront sentir un peu partout dans le monde, et pas seulement chez les fournisseurs de matières premières. Seront au premier chef concernés, en Asie même, les pays les plus liés à l'économie chinoise, en Asie du Sud-Est en particulier. L'Inde, qui bénéficie d'un rebond de la croissance, saura-t-elle tirer parti de la phase nouvelle qui s'ouvre ? La Chine et le Japon ont promis d'investir davantage dans ce pays, mais le succès de l'appel du Premier ministre indien à venir « fabriquer en Inde » (« Make in India ! ») dépendra beaucoup des réformes à conduire par New Delhi, notamment pour faciliter les affaires, un domaine où l'Inde reste à la traîne dans les classements mondiaux. Quant au Japon, on a dit les limites des Abenomics, le pays payant en outre le poids du vieillissement de sa population. C'est au total « l'avenir de la chaîne de valeur asiatique » qui est en jeu, et l'économie mondiale tout entière en subira, d'une façon ou d'une autre, les contrecoups.

Grands acteurs

La Chine en 2015 : réformes, répression et activisme diplomatique

JEAN-PIERRE CABESTAN

Professeur et directeur du département de science politique et d'études internationales de l'Université baptiste de Hong-Kong

L'année 2015 restera-t-elle dans l'histoire de la Chine contemporaine comme celle annonçant la fin du miracle économique chinois et constituant un tournant préluant à davantage d'incertitudes? Ou bien n'aura-t-elle été qu'un revers de fortune dans la montée en puissance de ce pays et dans la consolidation du pouvoir de son président, Xi Jinping? Si la première hypothèse semble la plus plausible, on peut cependant considérer que la deuxième économie mondiale possède encore bien des ressources pour affronter les difficultés qui s'annoncent tant sur le plan intérieur que sur la scène internationale.

L'éclatement de la bulle boursière au début de l'été 2015 puis la dévaluation du yuan de 1,9% en août ont mis en lumière un réel ralentissement de l'économie chinoise, et notamment du secteur immobilier, affecté par une sévère crise de surcapacité, et susceptible de provoquer l'éclatement d'une autre bulle, encore largement contenue. Les réformes semblent piétiner, en particulier dans le secteur public, entre autres en raison de la poursuite d'une campagne sans précédent menée contre la corruption, qui a atteint au milieu de l'été l'ancien numéro un de l'Armée populaire de libération (APL), le général Guo Boxiong. La reprise en main idéologique du pays et la répression ont été renforcées. Pour autant, l'économie est loin d'être en récession, même si l'on peut débattre de son réel taux de croissance (entre 3% et 6,8% en 2015, d'après des prévisions très contrastées). Le secteur des services continue de se développer et de créer des emplois, la part du commerce extérieur dans le PIB se réduit toujours, témoignant de la transition tant désirée par le pouvoir vers une économie tirée par la consommation et la demande intérieure. Fin octobre 2015, lors de son cinquième plénum, le Comité central du Parti communiste chinois (PCC) a confirmé la volonté du pouvoir de poursuivre et même d'accélérer les réformes. Et, satisfaite des résultats de la lutte contre la corruption, la majorité de la société ne se soucie guère des restrictions imposées dans la sphère politique.

En matière de politique étrangère, c'est la tension en mer de Chine du Sud et par conséquent entre Pékin et Washington qui a retenu l'attention. Parallèlement, le gouvernement a remporté une victoire diplomatique importante contre les États-Unis en convainquant non seulement la plupart des pays asiatiques (dont la Corée du Sud et l'Inde) mais aussi les principaux pays européens, Royaume-Uni en tête, de rejoindre en tant que membres fondateurs la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) qu'il venait de créer. Le projet de corridor terrestre et de route de la soie maritime (*yidai yilu*) lancé par Xi en 2013 a poursuivi son expansion, même si l'on peut s'interroger sur les capacités futures de financement de cette initiative par la Chine au regard du ralentissement de l'économie de ce pays. L'activisme diplomatique de Pékin a été confirmé, Xi, le Premier ministre Li Keqiang et les principaux responsables continuant de parcourir le monde à un rythme soutenu. Et surtout, l'on perçoit une volonté chinoise de plus en plus nette de modifier les règles du jeu international établies après le second conflit mondial.

Ralentissement de l'activité économique... et des réformes

Depuis la fin de 2014, l'activité économique en Chine s'est notablement ralentie. Finalement, le taux de croissance pour cette année-là s'est élevé à 7,3 %. Pour 2015, il devrait être au maximum de 6,8 %, selon les prévisions les plus optimistes. Mais de nombreux analystes prévoient un taux bien plus bas (entre 3 et 5 %). Quoi qu'il en soit, la production industrielle s'accroît à un rythme moins soutenu qu'auparavant, passant à 5,7 % en septembre 2015. Et la part du secteur industriel dans l'économie a continué de se restreindre tandis que celui des services a poursuivi son expansion. D'après les données officielles, au premier semestre 2015, ce dernier secteur a connu une croissance de 8,3 %, permettant à de nombreux jeunes diplômés de trouver un emploi. Toutefois, une part non négligeable des jeunes sortis de l'université peinent à être recrutés à la hauteur de leurs compétences, ce qui nourrit de plus grandes frustrations qu'auparavant, en particulier au regard de l'augmentation du coût de la vie dans la plupart des grandes villes.

Ces frustrations sont apparues avec une acuité plus nette lors de l'éclatement de la bulle boursière, en juin 2015. Depuis, les index boursiers de Shanghai et de Shenzhen ont perdu 40 % de leur valeur, après avoir grimpé de 150 % au cours de l'année précédente. Se sentant probablement coupable d'avoir encouragé les classes moyennes chinoises à placer leurs économies à la Bourse et quoique celle-ci ne corresponde encore qu'à une modeste partie de l'économie (environ 10 % du PIB), le Premier

ministre Li Keqiang a cherché au cours de l'été à défendre ce marché en y injectant plus de 200 milliards de dollars. Jugée maladroite et révélant une réelle anxiété dans les milieux dirigeants, cette intervention a été inutile, et même contre-productive, dans la mesure où elle n'a pu ralentir la chute des deux Bourses chinoises. Pour compliquer les choses et troubler un peu plus l'image du gouvernement, celui-ci décidait à la mi-août de dévaluer le yuan, la monnaie chinoise, de 1,9%, comme dit *supra*. Interprétée comme une tentative de soutien aux exportations en chute, cette décision n'a pu qu'accroître l'inquiétude des places boursières et qu'accélérer les fuites de capitaux (150 milliards de dollars pour le seul mois d'août et 600 milliards depuis la fin 2014). Bien que certains y aient vu une volonté de faciliter la transition vers une convertibilité de la monnaie chinoise, le contrôle plus strict du marché des capitaux imposé par Pékin dans les semaines qui ont suivi a contredit cette analyse. La baisse rapide des immenses réserves en devises accumulées par la République populaire (3 500 milliards fin septembre 2015 contre 4 000 milliards en juin 2014) explique cette reprise en main.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement chinois a multiplié les mesures pour relancer l'économie. Les réserves obligatoires des banques ont été réduites. Un plan d'assouplissement quantitatif de la monnaie (*quantitative easing*) de l'ordre de 7 000 milliards de yuans (plus de 1 000 milliards de dollars) a été engagé en octobre 2015, afin de favoriser le financement d'un grand nombre de projets locaux tout en stimulant la consommation. Celle-ci augmente notamment du fait de l'amélioration de la couverture sociale et de l'assurance santé, contribuant à 58% de la croissance au troisième trimestre 2015 contre 43% pour les investissements. Mais il est trop tôt pour dire si cette augmentation de la consommation permettra une expansion du marché intérieur de nature à compenser la chute des exportations (- 1,8% pour les neuf premiers mois de 2015 par rapport à la même période de l'année précédente) et surtout des importations (- 15,1%). De toute façon, la baisse de la part du commerce extérieur dans l'économie chinoise est appelée à se poursuivre.

Plus importante sans doute est la lenteur avec laquelle les réformes décidées en 2013 et 2014 sont mises en œuvre. Bien que, depuis deux ans, le marché soit officiellement appelé à jouer un rôle décisif dans la marche de l'économie, l'on ne s'oriente pas vers une seconde vague de privatisations d'entreprises publiques, qui préfèrent pour la plupart s'ouvrir en partie au capital privé, espérant que celui-ci leur permettra d'accroître leur productivité tout en conservant leur statut étatique. Néanmoins, l'on peut douter de l'impact de la promotion de cette structure mixte de propriété sur la rentabilité du plus grand nombre de ces entreprises.

Cela étant, réuni du 26 au 29 octobre, le cinquième plénum du Comité central du PCC a cherché à relancer les réformes. La principale mesure annoncée a été l'abandon de la politique de l'enfant unique : désormais,

tous les couples sans exception pourront avoir deux enfants. Mais les effets de cette mesure seront lents et insuffisants : la population chinoise continuera donc de vieillir rapidement.

La principale décision entérinée par ce plénum a été le projet de 13^e plan quinquennal (2016-2020). Le détail du plan, indicatif et non plus impératif, sera avalisé lors de la réunion de mars 2016 de l'Assemblée populaire nationale (APN). L'objectif reste une croissance forte, bien que non chiffrée, qui devrait permettre au niveau de vie moyen des Chinois tant urbains que ruraux de doubler entre 2010 et 2020. La modernisation de l'agriculture, l'aide à l'innovation et au développement d'industries de pointe, la mise en place d'un système financier plus efficace, la réduction des inégalités, le renforcement des mécanismes de protection sociale, la lutte contre la pollution et l'amélioration du système juridique font partie des mesures phares de ce plan. Enfin, ce plénum a avalisé l'expulsion du PCC de dix membres du Comité central soupçonnés de corruption, dont Ling Jihua, l'ancien bras droit de Hu Jintao (voir *infra*).

Poursuite de la lutte contre la corruption

En 2015, la lutte contre la corruption s'est poursuivie, en particulier au sein de l'APL et des services de sécurité. Mais elle devrait marquer le pas, afin de permettre une meilleure mise en œuvre des réformes annoncées.

Le fait le plus saillant a été la chute de l'ancien numéro un de l'APL et vice-président de la Commission militaire centrale, Guo Boxiong. Celle-ci a été organisée selon la stratégie du contournement : en mars, son fils, le général de division Guo Zhenggang, commissaire politique de la région militaire du Zhejiang, et l'épouse de ce dernier, Wu Fangfang, qui avait ouvert un *shopping mall* sur un terrain militaire, étaient arrêtés pour corruption, en même temps que treize autres officiers supérieurs de l'APL. En mai, son frère Guo Boquan, un responsable civil du Shaanxi, était mis en cause dans une affaire de détournement de fonds. Faisant l'objet d'une enquête de la Commission centrale de contrôle de la discipline du PC depuis avril 2015, Guo Boxiong a été expulsé du Parti et son dossier a été transmis au parquet militaire. Il lui est reproché d'avoir accepté de multiples pots-de-vin en échange de promesses de promotion au sein de l'APL. Annoncée le 30 juillet, à l'avant-veille de la fête de l'APL, le 1^{er} août, cette décision était l'aboutissement d'une longue bataille politique, qui a finalement provoqué la chute des deux anciens principaux chefs de l'APL et vice-présidents de la Commission militaire centrale dont le chef, avant 2012, était Hu Jintao. En effet, Xu Caihou avait été expulsé pour les mêmes motifs du PC en décembre 2014 (il est décédé de maladie en mars 2015). En outre, les ramifications de ces deux dossiers au sein de

l'APL sont loin d'avoir été toutes identifiées et l'enquête est appelée à se poursuivre. La « vente » de postes n'est pas nouvelle, mais elle a atteint des cours très élevés : ainsi, pour être promu général (de division ou *shaojiang*), 10 millions de yuans sont nécessaires (1,4 million d'euros), être nommé colonel supérieur (équivalent général de brigade ou *daxiao*), requérant la moitié de cette somme¹.

La campagne contre la corruption au sein de l'APL a donc pris une certaine ampleur. Fin septembre, à la veille de la fête nationale, c'était au tour de l'ancien commissaire politique de la garnison de l'APL de Hong-Kong (et commandant adjoint de la région militaire de Canton), le général de corps d'armée (*zhongjiang*) Wang Yufa, d'être mis en cause pour « violation de la loi ». C'est le cinquième officier de son rang à faire l'objet d'une enquête pour suspicion de corruption. Cependant, cette campagne est à la fois politique et disciplinaire. En effet, sur 150 000 officiers du rang de lieutenant-colonel et au-dessus, l'on pense qu'au total, environ 250 d'entre eux, dont 40 généraux, ont été arrêtés depuis la fin 2012, alors qu'un bien plus grand nombre semblent s'être enrichis au même rythme que la masse des responsables de la bureaucratie du Parti.

Dans l'administration civile, la lutte contre la corruption est restée intense, provoquant la chute d'un certain nombre de responsables en vue, comme Qiu He, le secrétaire adjoint du PC du Yunnan, Cui Jian, vice-président de Baosteel (production de fer et d'acier), en avril, ou encore Zhou Benshun, secrétaire du Parti dans Hebei, expulsé du Comité central et inculpé en octobre. Mais c'est dans les services de sécurité que le coup de balai a été le plus important.

En janvier 2015, un mois après l'arrestation de Zhou Yongkang, l'ancien patron de la sécurité chinoise et membre du Comité permanent du Bureau politique, Ma Jian, vice-ministre de la Sécurité d'État, était lui-même placé sous les verrous : on le soupçonne d'avoir aidé Zhou à mettre sur écoute de nombreux dirigeants, y compris l'ancien président Hu Jintao. En juin, Zhou Yongkang était condamné à la prison à perpétuité par le tribunal intermédiaire de Tianjin pour abus de pouvoir, corruption et divulgation de secrets d'État. Contrairement aux promesses faites aux médias étrangers, ce procès s'est tenu à huis clos. L'on pense que Xi et la direction du PC ne souhaitaient pas que le volet politique de cette purge, forcément très important au regard des fonctions que Zhou occupait avant 2012, soit rendu public. L'on prête à Zhou la volonté d'avoir voulu protéger Bo Xilai, l'ancien responsable du PC de Chongqing, condamné à la même peine en 2013, et même d'avoir tenté un coup d'État contre Xi. De fait, ce dernier aurait fait l'objet de plusieurs tentatives d'assassinat, dont l'une, en septembre 2012, est très probable car des sources sûres l'attestent, et

1. The *Wall Street Journal*, 11 mars 2015.

qui aurait été à l'origine de sa disparition inexplicable ce mois-là, durant plus de deux semaines, de la scène publique.

Par ailleurs, Pékin a fait preuve d'un plus grand activisme pour tenter de rapatrier de hauts dirigeants corrompus en fuite à l'étranger. Baptisé opération *Chasse au renard*², cette campagne rencontre de multiples obstacles du fait de la réticence des pays concernés à coopérer avec les autorités chinoises. Ainsi, en dépit de la visite de Xi à Washington en septembre 2015, celles-ci n'ont pas pu convaincre l'administration Obama de renvoyer en Chine Ling Zhengce, un membre clé de la « clique du Shanxi »³ et le frère de Ling Jihua, l'ancien bras droit de Hu Jintao à la tête de l'administration du PC : elles n'ont obtenu que le renvoi de huit cadres moyens en fuite aux États-Unis une semaine avant cette visite.

L'incendie puis la gigantesque explosion survenus le 12 août 2015 dans la zone de stockage de produits dangereux de Ruihai, à Tianjin, ont également montré combien la corruption pouvait être responsable de graves catastrophes (145 morts et 700 blessés dont de nombreux pompiers). En effet, plus de 3 000 tonnes de produits toxiques dont 700 tonnes de cyanure de sodium avaient été accumulées en toute illégalité grâce aux étroites relations que les responsables de la zone de stockage avaient développées avec la sécurité publique locale (qui a la responsabilité des pompiers). Peu après, Yang Hui, l'un des gérants de ce site était arrêté; puis, en octobre, faisant l'objet d'une enquête depuis le début de l'année, son père, Yang Dongliang, directeur de l'administration d'État pour la sécurité du travail et membre du Comité central, était expulsé du PC.

-
2. Voir J.-P. Cabestan, « La Chine en 2014 », *Asie, édition 2015-2016*, coll. Mondes émergents, La Documentation française, 2015.
 3. La « clique du Shanxi » était un réseau de responsables politiques et d'hommes d'affaires établis dans cette province et proches également de la « clique du pétrole » de Zhou Yongkang. Dirigée depuis Pékin par Ling Jihua, lui-même originaire de cette province, elle comprenait plusieurs frères de Ling, dont Ling Zhence et Ling Wancheng.
 4. Voir J.-P. Cabestan, « La Chine en 2014 », *op. cit.*